

Arrêté portant retrait de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2010 mettant en demeure la société SEV pour son établissement de MONCHY HUMIERES de respecter les dispositions édictées par l'article 31-II dernier-alinéa de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les Livres V des parties législative et réglementaire ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2010-875 du 26 juillet 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation en application du titre 1er Livre V du code de l'environnement, en particulier l'article 31-II dernier-alinéa ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 19 octobre 2001 et 11 octobre 2005 réglementant les conditions de fonctionnement des installations de la société SEV à MONCHY HUMIERES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mars 2010 mettant en demeure la société SEV pour son établissement de MONCHY HUMIERES de respecter les dispositions édictées par l'article 31-II dernier-alinéa de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé ;

Vu le rapport du 13 juin 2012 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que la société SEV exploite sur la commune de MONCHY HUMIERES une plate-forme de compostage de déchets verts ;

Considérant que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mars 2010 susvisé concerne la production d'une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité du site de MONCHY HUMIERES au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé ;

Considérant que lors de la visite de contrôle du 12 juin 2012 la société SEV a remis à l'inspection des installations classées l'étude technico-économique prescrite par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mars 2010 susvisé ;

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1:

L'arrêté préfectoral du 10 mars 2010 mettant en demeure la société SEV pour son établissement de MONCHY HUMIERES de respecter les dispositions édictées par l'article 31-II dernier-alinéa de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé est retiré.

### ARTICLE 2:

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, le Sous-préfet de Compiègne, le Maire de MONCHY HUMIERES, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des Territoires et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le

12 JUL. 2012

Pour le préfet

et par délégation,

le secrétaire général absent

le sous-préfet de Compiègne

Patrick COSSIVANT

### Destinataires

Monsieur le Président Directeur Général de la société SEV

Monsieur le Sous-préfet de Compiègne

Monsieur le Maire de MONCHY HUMIERES

Monsieur le Directeur départemental des Territoires -SAUE-

Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur le Chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement